

### **Résumé du postulat**

Par postulat déposé et développé le 7 mai 2008 (*BGC* p. 804), les députés Hugo Raemy et Martin Tschopp demandent un état des lieux de l'égalité entre hommes et femmes dans l'administration cantonale. Cet examen concerne notamment les conditions d'engagement, les modèles de temps de travail (par exemple le travail à temps partiel, le télétravail, ...), le niveau de salaires, les possibilités de formation continue, les chances de carrière ainsi que la situation dans les postes de cadres.

### **Réponse du Conseil d'Etat**

1. Le Conseil d'Etat partage les préoccupations des députés Hugo Raemy et Martin Tschopp. Il a en effet inscrit parmi les objectifs de son Programme gouvernemental et plan financier de la législature 2007–2011 un projet pour l'égalité : « Sur le plan de l'égalité homme-femme, seront proposées des mesures pour faciliter la conciliation entre travail et famille pour les femmes comme pour les hommes, notamment au sein de l'administration cantonale et par l'harmonisation des horaires scolaires. » (Défi n° 3 – « Mieux vivre ensemble. Consolider la politique familiale », p. 14). De plus, l'article 4 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat (LPers) stipule que la politique du personnel a « pour but de valoriser de manière optimale les ressources humaines de l'Etat » en se fondant notamment sur l'égalité des chances et l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

2. Le Conseil d'Etat a par ailleurs mis en consultation un projet de règlement sur le temps de travail du personnel de l'Etat, qui devrait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ce règlement vise à introduire la flexibilisation du temps de travail notamment en vue de mieux concilier vie professionnelle et vie privée des employés de l'Etat. Cet aspect pourrait avoir des conséquences sur une meilleure prise en charge des enfants. Autant les pères que les mères de famille pourraient mieux concilier leur carrière professionnelle et leur rôle familial, avec une organisation des tâches partagées. En effet, cela n'est pas toujours facile actuellement du fait d'horaires incompatibles avec la gestion du quotidien des enfants (horaires d'école, loisirs, déplacements). Par ailleurs, un effort est en train d'être fait en vue d'harmoniser les horaires scolaires pour faciliter la prise en charge des enfants en dehors des activités scolaires.

3. Le Bureau cantonal de l'égalité hommes-femmes et de la famille (BEF) avait déjà réalisé un sondage auprès du personnel de l'Etat pour mieux appréhender le niveau d'égalité entre hommes et femmes au sein de l'administration cantonale. A la fin des années nonante, les informations recueillies ont été mises en relation avec les données sociodémographiques de l'ensemble du personnel de l'Etat de Fribourg.

Le BEF prépare la reconduction d'une nouvelle analyse dans le but de mesurer l'évolution de la situation, mais surtout de repérer de façon plus précise les domaines où l'application du principe d'égalité entre hommes et femmes reste insuffisante. Le BEF entend renoncer à un nouveau sondage auprès du personnel, préférant plutôt vérifier la situation salariale entre hommes et femmes au sein de l'administration cantonale. Cette analyse sera menée en collaboration avec le Service du personnel et d'organisation (SPO). De plus, sur le plan

statistique, il serait bien d'avoir une nouvelle évaluation, car la dernière étude remonte à 1996. A cette époque-là, le personnel des hôpitaux de district n'avait pas encore été intégré dans le personnel de l'Etat.

### Conclusion

Au vu de ces éléments, le Conseil d'Etat est d'avis qu'une nouvelle analyse de l'Etat-employeur est opportune. Le rapport du Conseil d'Etat proposera un plan d'actions concret.

En conclusion, le Conseil d'Etat vous propose d'accepter ce postulat.

Fribourg, le 11 novembre 2008